

Pour les rares députés qui m'écoutent aujourd'hui, je dirai que c'est un défi pour tous ceux qui veulent défendre notre système économique et la libre entreprise. Il va falloir que d'autres s'attaquent sérieusement à cette question à l'instar de certains d'entre nous ici même.

Il est exact que les travailleurs canadiens sont confrontés à la crise la plus grave que nous ayons connue depuis 1929 et 1930. Quelques-uns d'entre nous, dont vous monsieur l'Orateur, ont connu cette époque. Il a fallu recommencer à zéro. Nous avons été témoins de véritables tragédies humaines. Après la guerre, nous avons redonné à notre pays un aspect de santé et de dynamisme.

Je m'entretenais hier avec le fils d'un immigré portugais dont le père est arrivé ici sans le sou mais qui, après avoir travaillé pour un salaire de misère dans des exploitations agricoles, et ailleurs, probablement six mois par an, à la sueur de son front, a réussi à mettre de l'argent de côté. Il avait fait des projets pour ses enfants laissés au Portugal, mais enfin il a pu faire venir sa famille au Canada, grâce à ses efforts, à son travail et à ses larmes.

La famille de cet immigré portugais travaille actuellement comme l'avait fait le père et elle respecte les mêmes valeurs fondamentales. Elle connaît le succès et elle est bien établie au Canada. Elle considérait le Canada comme un pays de rêve, elle a travaillé avec acharnement, elle a créé des emplois et a su payer des salaires à ses employés.

Hier soir, le fils de cet immigré portugais me disait: «Monsieur Huntington, ce qui arrive au Canada actuellement est semblable à ce qui est arrivé à mon père dans son pays natal». N'étant plus animée du désir de travailler, de produire, de cultiver et de vendre ses récoltes, même quand le gouvernement était le client, cette famille a dû vendre son exploitation agricole et, dénuée de tout, elle est venue s'établir dans un nouveau pays où l'on pouvait faire des projets. Le Canada leur a permis au moins de rompre les chaînes de l'uniformité et de l'égalitarisme.

C'est de cela que nous traitons encore aujourd'hui. Ce que je trouve difficile en l'occurrence, c'est qu'avec l'appui du Nouveau parti démocratique, le gouvernement fait tout ce qu'il peut pour entraver et paralyser l'environnement créateur d'emplois au Canada. L'une des pires tragédies, à mon avis, à survenir depuis que je suis député, c'est l'attitude que le gouvernement a adoptée vis-à-vis d'une entreprise comme celle du pipe-line de la vallée du Mackenzie. Il s'est appliqué à bloquer, tout comme les forces néo-démocrates se sont appliquées à bloquer tous les projets d'envergure dont nous avons été saisis. S'il doit traiter de stratégie industrielle, il devrait faire en sorte de ne pas susciter d'énormes pénuries qui engendreraient à leur tour une inflation galopante. S'il doit traiter de stratégie industrielle, il doit parler de plans permettant d'utiliser les ressources humaines, financières et industrielles dont nous disposons en vue d'alimenter tant le marché canadien que les marchés mondiaux en biens et en services.

En atteignant l'autarcie énergétique avant 1990, nous avons la possibilité de réaliser le plein emploi chez nous. Hélas! les politiques du gouvernement ont réussi à réduire au chômage près d'un million de Canadiens, voire davantage, si nous arrivons à comprendre ces chiffres. C'est une honte et une tragédie nationale. Il me pèse bien lourd que mes efforts à la

Création d'emploi

Chambre n'aient pas conduit à une prise de conscience de ce que le gouvernement inflige au pays depuis dix ans.

Le plein emploi ne peut exister sans une fiscalité stable. Ce n'est que par la stabilité fiscale que peut se créer une assise décisionnelle dans l'ensemble du pays. Les innovateurs, les entrepreneurs hardis, les ingénieurs, les architectes et les hommes de métier comptent tous là-dessus. Les travailleurs mis à pied actuellement—selon les articles parus dans les journaux d'hier et d'aujourd'hui—doivent pouvoir compter également sur une fiscalité stable, afin que le marché et l'industrie soient en mesure de prendre des décisions en toute tranquillité au Canada.

● (1550)

Nous avons trop longtemps négligé les besoins économiques actuels. Nous gaspillons un temps précieux ici en refusant de prendre les mesures positives qui protégeront et créeront des emplois. L'autre jour à la Chambre—après y avoir mûrement réfléchi, car je n'aime pas exagérer—j'ai affirmé qu'en raison des politiques gouvernementales qui portent atteinte à notre patrimoine national dans le domaine du travail alors que nous pouvons réaliser nos rêves et devenir propriétaires d'une maison, occuper un emploi intéressant et rémunérateur, nous avons suscité de propos délibéré des obstacles à nos concitoyens qui sortent de nos écoles, des écoles professionnelles et des universités.

Vous ne pouvez pas imposer le socialisme à la population. L'histoire nous rappelle que la chose est impossible. Il y a eu des morts, des tueries, des révolutions de pire espèce chaque fois qu'on en a tenté l'expérience. Certains empires de ce genre ont survécu brièvement, mais si nous voulons créer un État socialiste—et c'est ce qu'on tente de faire au Canada...

M. Nielsen: Parfaitement exact.

M. Huntington: Oui, ce sont eux, pas moi. C'est le gouvernement qui essaie d'imposer une économie socialiste au pays, et il sait bien qu'il n'y réussirait pas s'il assurait le plein emploi, s'il permettait aux citoyens de travailler, d'accomplir quelque chose, d'acheter, de créer librement et de réaliser leurs aspirations et leurs objectifs, car un peuple au travail et libre de réaliser ses aspirations et ses objectifs est un peuple heureux et satisfait. Les occasions ont été trop évidentes pour que le socialisme soit notre but et objectif légitime et ait jamais fait partie de notre passé. Les occasions se sont présentées, mais le gouvernement libéral a fait tout ce qu'il a pu pour entraver le progrès.

Nous connaissons aujourd'hui un chômage massif qui ne fera que s'aggraver. La situation fait penser à une série de dominos qui basculent et s'effondrent les uns après les autres. Nous assistons aujourd'hui à des réactions en chaîne. Les stocks ne s'écoulent pas. Les ventes au détail diminuent. Les frais d'intérêt élevés ont absorbé les bénéfices des industries dans tout le pays depuis le secteur de fabrication jusqu'à celui de la distribution au tertiaire. Des centaines de commis de magasin sont mis à pied. Les détaillants réduisent leurs stocks. Les fournisseurs des détaillants sont pris au piège car ils ont à s'approvisionner, leurs stocks ne s'écoulent pas et tous leurs bénéfices sont absorbés par les frais d'intérêt élevés. Les tragédies chez les travailleurs, les fabricants et les créateurs d'emplois au pays ne sont que trop réelles.